



LETTRES D'EUROPE & ENTREPRISES

mars 2009 – n°46

SOMMAIRE

**RELANCE ECONOMIQUE : PLUTOT MILLE PROJETS
POUR L'EUROPE ?** **P2**

FACE A LA CRISE : L'EUROPE, COMBIEN DE DIVISIONS ? **P4**

Bruno VEVER





RELANCE ECONOMIQUE : PLUTOT MILLE PROJETS POUR L'EUROPE ?

Bruno VEVER
Secrétaire général

Présumé hier aux Français comme en faillite, l'Etat s'est mué aujourd'hui en une semeuse providentielle, ensemençant les cent départements de l'hexagone de mille projets sortis d'une nouvelle corne d'abondance, certes dénichée à crédit. On y verra les effets miraculeux d'une crise qui a terrassé le marché mais ressuscité l'Etat. Un Etat tricolore, omniprésent, équipé de pied en cap, avec son armée de préfets et de sous-préfets chargée de sauver notre économie hexagonale.

Sur France Inter, le ministre chargé de la Relance Patrick Devedjian a étrenné ses fonctions par trois déclarations donnant la mesure du nouveau climat. Pour commencer : pas de libertés sans l'Etat, auquel il revient de les organiser. Traduction libre mais logique : tout ce qui n'est pas autorisé devient interdit ! Pour continuer : quand vous importez, vous ne créez pas d'emplois. Commentaire : qu'en pensent nos importateurs, nos commerçants, nos prestataires de services et tous leurs employés, ainsi bien sûr que nos exportateurs qui ne sauraient produire sans importer ? Un journaliste téméraire hasarde alors une question : et l'Europe dans tout ça ? Réponse du ministre : ça fait partie de mon travail de me coordonner aussi avec nos voisins, et il le faut bien car la Commission de Bruxelles ne fait pas grand-chose.

On n'en saura pas plus sur cette coordination de nos mille projets avec nos vingt-six voisins européens. Il est vrai qu'un vertige menace s'ils en ont préparé autant : faudra-t-il coordonner vingt sept fois mille projets nationaux pour la relance ? Préparons un peu d'aspirine et méditons cet aveu désabusé : la Commission ne fait pas grand-chose. Et c'est bien là le problème !

Fallait-il cinquante ans de construction européenne pour en arriver là ? On avait déjà remarqué, au cours des nombreuses émissions télévisées et radiophoniques consacrées ces dernières semaines à commenter la crise, qu'on y parlait de tout, des blocages de l'OMC à l'arrivée d'Obama, des travailleurs pauvres à la refondation du capitalisme, du renflouement des banques aux bonus de leurs dirigeants, mais que l'Europe brillait par son absence. Pas une référence, pas un appel, pas même une interrogation. « Le » vide, celui qui finit par faire réfléchir. Et ce à quelques mois des élections européennes, seulement annoncées par les bruissements médiatiques sur la disgrâce d'une Rachida Dati inscrite sur la liste UMP !

La fragile présidence tchèque du Conseil et la présidence en fin de course de la Commission paraissent s'être donné le mot pour attendre au pied la suite des événements, faisant leur ligne de conduite du président Queuille, cacique de la IV^e : il n'est pas de problème qu'une absence de décision ne finisse par régler.



Face à une si mauvaise allocation des énergies, des talents, des rôles et des moyens, une question s'impose : que ne décrète t-on la mobilisation au seul niveau qui permettrait d'aborder efficacement cette épreuve économique et sociale qui nous frappe tous : l'Europe bien sûr !

Ces mille projets européens pour relancer notre économie commune, ils foisonnent autour de nous : rénover notre industrie européenne à commencer par l'automobile, s'assurer ensemble les moyens d'une énergie propre et sûre, moderniser nos réseaux de transports et de télécommunications, affirmer notre présence dans l'espace, assurer notre défense commune, nous doter d'une protection civile mobile et efficace, promouvoir une Europe de la santé et de la sécurité, revitaliser nos zones frontalières autour de nouveaux projets communs, développer un paysage audiovisuel européen, promouvoir une agriculture plus écologique, encourager une émulation qualitative de nos environnements de vie et de travail, etc. Et bien sûr mettre en place les services publics européens (mais oui !) et les réseaux et partenariats public/privé correspondants. Et toutes les sous-traitances croisées qui vont avec. Et tous les marchés publics qui en découlent. Mille investissements qui seraient autant de mises en commun et d'économies d'échelle, donc d'acquis nouveaux et d'économies tout court pour les Européens. Voilà qui pourrait rendre aussi l'Europe un peu plus populaire, ce dont elle a aujourd'hui grand besoin !

Ces mille projets européens sont autour de nous mais nous ne les voyons pas ! Aujourd'hui comme hier. En 1993, face à une récession bien modeste par rapport à celle d'aujourd'hui, Jacques Delors avait déjà proposé de relancer la croissance en finançant le développement et les infrastructures du continent alors en voie de réunification, avec un grand emprunt européen et des partenariats public-privé. Les gouvernements des Etats membres, par l'entremise de leurs ministres des finances, s'étaient alors empressés d'enterrer à la sauvette un investissement qui nous aurait pourtant rapporté gros. Depuis, leur seul point d'accord notable fut de pérenniser le maintien des finances publiques européennes sous la toise de 1% du PIB, sans possibilité d'échappatoire, tout en s'autorisant eux-mêmes des déficits budgétaires représentant de multiples fois ce montant.

Aujourd'hui, personne ne sait où vont ces Etats européens qui commencent à nous rappeler le sapeur Camembert ou la famille Fenouillard : quand les bornes sont franchies, il n'y a plus de limites. Où va-t-on en effet au-delà d'un déficit de 3% du PIB toléré par le pacte de stabilité de Maastricht ? Pourquoi pas 4, 5 ou 6% ? Une seule certitude. Viendra un moment où la dette ne sera plus remboursable sans artifice, c'est-à-dire en clair sans inflation. Mais ceci supposerait d'entrer dans d'autres turbulences, et pour commencer de passer outre à la Banque centrale européenne, donc de sortir de l'euro !

Attention danger ! Des politiques nationales désordonnées de relance vont inévitablement se pénaliser et s'annuler les unes les autres, dilapidant l'argent du contribuable, pénalisant les jeunes générations, ruinant le crédit de l'Etat et menaçant tous les acquis de l'Europe : l'euro, le marché unique, les institutions communes de Bruxelles, notre solidarité et nos positions dans le monde. On ne mettra pas cinquante ans à dégringoler toutes les marches gravies depuis un demi-siècle. Peut-être plutôt cinquante mois ? Dans le monde en crise d'aujourd'hui, la Nation sera d'autant plus en danger qu'elle se dissociera de l'Europe. Et elle précipitera d'autant plus son déclin et son échec qu'elle contribuera à ceux de l'Europe. Il n'est pas encore trop tard pour changer de cap. Mais, d'après ce qu'on voit déjà et ce qu'on entend déjà, il est assurément grand temps !



FACE A LA CRISE : L'EUROPE, combien de divisions ?

Bruno VEVER
Secrétaire général

Il n'est pas de bon vent pour qui ne sait où il va. Dès lors, à quoi s'attendre quand surgit la tempête ? Empêtrée dans ses divisions, l'Europe s'avère bien vulnérable face à la crise mondiale. Donnant sensiblement de la gîte sur son bord oriental, exposant ses ponts éventés à toutes les rafales, elle commence à prendre l'eau.

Certes, on n'en est pas encore au sauve-qui-peut vers les canots nationaux de sauvetage ! Mais les vingt-sept ont déjà les nerfs à vif et le reproche facile. Les tentations protectionnistes des uns et des autres sont dans la ligne de mire. La France, avec son colbertisme toujours vivace (chassez le naturel...) et volontiers claironnant, est particulièrement visée par ces critiques. Ainsi son plan national d'appui à l'automobile, liant les aides d'Etat à des assurances de fidélité hexagonale, a été ressenti par nos voisins comme une prime à la casse européenne. Lesquels ne se comportent pas forcément de façon très différente ni exemplaire, même s'ils le font souvent de façon plus subtile. La France n'a obtenu l'aval de Bruxelles, la veille du sommet européen du 1er mars consacré à la crise, qu'en arrondissant les angles. Elle n'a pas pour autant décroché un quelconque plan européen d'appui au secteur, faute de consensus de nos partenaires, à l'instar du chacun pour soi qui continue de prévaloir pour la plupart des autres secteurs d'activités. La France et l'Allemagne qui avaient engagé une démarche commune auprès de la présidence tchèque pour demander la tenue de ce sommet spécial, n'étaient pas allées jusqu'à accorder leurs attentes et leurs positions sur le fond des problèmes, en ce domaine comme dans les autres...

Ce manque de consensus européen, derrière le rideau des bonnes paroles et des protestations d'intention, a ainsi marqué en creux la réunion anticrise des vingt-sept, les contraignant à se rabattre, pour ne pas gâcher la photo de famille, sur des compromis en trompe l'œil. C'est le cas pour le traitement des actifs toxiques des banques, que chaque Etat restera libre de traiter à sa façon, sous réserve de quelques normes communes d'évaluation restant à définir. C'est également le cas pour l'appui aux pays membres de l'Est qui sont particulièrement éprouvés, voire même pour certains au bord de la faillite. Leur appel conjoint à une aide accrue de Bruxelles n'aura débouché que sur quelques concessions modestes d'ajustements des prêts en leur faveur. Plus que jamais pour les Etats de l'Europe en crise, charité bien ordonnée commence par soi-même...

De quel mal souffre donc l'Europe pour donner à ce point l'impression de subir les événements, plutôt que s'y adapter de façon active et solidaire ? Cette paralysie persistante, elle la doit largement à l'interaction de deux forces d'intensité comparable qui se neutralisent l'une l'autre et l'empêchent de se comporter efficacement.

D'un côté l'Europe de Bruxelles, construite sur les principes de libre concurrence et de non discrimination, a acquis la capacité d'empêcher les Etats d'agir chacun à leur guise. Elle ne



fait là qu'assumer un mandat légitime et nécessaire, qui lui a été collectivement confié : le fonctionnement du grand marché intérieur et l'unité de la politique commerciale commune en dépendent. De leur côté, les Etats ont aussi conservé une large capacité à empêcher l'Europe d'agir contre leur gré. La règle de l'unanimité continue en beaucoup de domaines à encadrer ou contrebalancer celle de la majorité, et une lecture sourcilleuse du principe de subsidiarité va de pair avec le maintien de l'essentiel des moyens budgétaires et financiers aux niveaux nationaux.

Quand les tensions s'exacerbent, l'Europe nous offre ainsi l'image d'un serpent qui se mord la queue. Comportement autobloquant et suicidaire qui ne peut provoquer, dans un monde régi par les rapports de forces, qu'un affaiblissement fatal auprès de nos grands partenaires. L'Europe, combien de divisions ? On ne pourra pas s'en sortir sans débloquent ce mécanisme pervers. Ce qui implique de renoncer aux anathèmes, aux petites phrases assassines et aux guérillas de position. C'est la méthode Monnet : se mettre tous ensemble face au problème – en l'occurrence la crise - pour le régler de façon collective et solidaire, au lieu de laisser cette crise s'installer entre nous, en nous divisant et nous portant tort les uns les autres. Place donc aux concessions mutuelles, si nous voulons avoir quelques chances d'émerger des brouillards de cet hiver européen aussi désolant que persistant.

Il apparaît ainsi urgent que l'Europe de Bruxelles, jusqu'à présent essentiellement centrée sur la liberté des échanges et du marché, fasse davantage de concessions aux impératifs politiques, économiques et sociaux auxquels sont soumis les Etats et les peuples d'Europe. Elle peut le faire sans affecter aucunement sa mission de renforcement de la solidarité mutuelle, qui constitue sa raison d'être. La politique de concurrence conduite par la Commission devrait ainsi encourager plus clairement l'émergence de groupes industriels et de services européens, capables de conquérir des positions privilégiées, préférentielles et même dominantes - ce qui ne signifie nullement abusives ! - sur leur marché intérieur et de se déployer plus efficacement à l'échelle mondiale. Encore faudrait-il encourager et non entraver, d'abord sur le plan juridique, une telle identité européenne, ce qui est loin d'être le cas. Les institutions communautaires devraient développer des politiques d'accompagnement en faveur de ces groupes européens et de tous leurs partenaires, clients, fournisseurs et sous-traitants en Europe, c'est-à-dire une multitude de PME, sur les plans industriel, technologique, commercial, financier, social et environnemental. Avec l'appui de nouveaux réseaux trans-européens d'infrastructures optimisant nos échanges et notre compétitivité. Qu'attend donc Bruxelles pour lancer un grand emprunt européen sur de telles bases ?

Il est tout aussi urgent que les Etats membres changent de comportement en prenant leurs responsabilités dans la relance de l'Europe. Un usage abusif des exigences d'unanimité empêche toute décision européenne significative. Et donner droit de cité à plus de décisions majoritaires n'empêche pas la prise en considération et le respect des autres. Il faut aussi que les Etats lèvent un barrage persistant à l'encontre des moyens budgétaires européens, réduits à la portion congrue. Chacun s'inquiète à bon droit d'un tarissement des financements bancaires en Europe. Mais faut-il pour autant se refuser à aborder celui des ressources publiques communes de l'Europe ? Il faudra bien aussi acclimater un concept d'intérêt général et de service public à l'échelle européenne, si on veut renforcer et achever le profilage économique et social de notre marché unique. Bien évidemment, les Etats participant à l'euro devraient monter l'exemple de cette gouvernance européenne, puisqu'ils partagent déjà la même monnaie – sans en avoir tiré à ce jour toutes les conséquences -.



Deux pays sont aujourd'hui comme hier les mieux placés, car les plus complémentaires et les plus emblématiques, pour donner un signal européen décisif en cette direction. A condition qu'ils le fassent ensemble, chacun faisant la moitié du chemin en direction de l'autre. L'Allemagne, gardienne du temple de l'orthodoxie libérale de l'Europe, apparaît la mieux placée pour appuyer l'évolution vers une Europe qui se perçoit et se comporte moins comme un marché ouvert à tous les vents que comme un acteur solidaire sur un marché mondial. Tout en maintenant la nécessaire pression pour des comptes publics clairs et des disciplines assumées, elle ferait œuvre utile en acceptant des assouplissements, sous condition d'engagements et d'approches européennes les justifiant. Et elle ferait un pas décisif en décidant avec la France d'encadrer le développement de sa propre industrie dans une approche européenne plus ambitieuse et mieux intégrée. La France, enfant terrible de la classe européenne, toujours tentée par l'exception hexagonale et les privilèges de puissance publique, apparaît pour sa part la mieux placée pour donner des gages d'un Etat moins ombrageux et moins gaulois. Tout en maintenant intactes ses pressions pour une Europe puissance, elle ferait preuve de cohérence en acceptant enfin d'y mettre aussi les moyens : pas d'Europe forte avec des institutions faibles et un budget trop à l'étroit. Et elle montrerait utilement la voie en mettant sur pied avec l'Allemagne une représentation économique et financière unifiée autour de l'euro.

Paris et Berlin seront-ils capables de surmonter leurs réflexes pavloviens et leurs divisions face à la crise en faisant l'investissement politique et culturel de mieux se comprendre et de mieux ajuster leurs positions respectives pour élaborer ensemble des approches communes à la mesure des nouveaux enjeux ? Certains douteront de la capacité du couple Sarkozy Merkel à transformer le plomb d'une mésentente cordiale en un nouvel or du Rhin. Mais la France et l'Allemagne n'ont-elles pas déjà accompli de tels miracles en des moments tout aussi inédits et exigeants où elles ont su se retrouver pour étonner le monde ? Tel fut le cas en 1950 avec le lancement du marché commun et à nouveau en 1990 avec celui non moins ambitieux de l'union économique et monétaire. A l'époque qui l'aurait cru ? Donc aujourd'hui qui peut l'exclure ?

EUROPE & ENTREPRISES

Association loi 1901
BIPE Immeuble le Vivaldi
11, rue René Jacques
F - 92138 Issy-les-Moulineaux cedex
Tel: + 33 (0)1 70 37 23 23
Fax: + 33 (0)1 70 37 23 00
Mail : entreprise_europeenne@yahoo.fr
Site web: www.europe-entreprises.com

Pour recevoir un dossier sur Europe & Entreprises, contactez le secrétariat de l'association en envoyant votre carte de visite au siège de l'association, en téléphonant au 01 70 37 23 23 ou en envoyant un mail à entreprise_europeenne@yahoo.fr

Président, Directeur de la Publication :

Philippe Laurette
Rédaction : entreprise_europeenne@yahoo.fr
Rédacteur en chef : Olivier Boned
(boned.olivier@neuf.fr)
Editorialiste : Bruno Vever
Production : Europe & Entreprises
Numéro ISSN : 1638-6094

Europe & Entreprises est un lieu de rencontre, d'information et de débats sans tabous sur l'Europe.